

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**GROUPEMENT DE COMMANDE DE SERVICES D'ASSURANCE
POUR 2 ETABLISSEMENTS DE SANTE**

GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE NORD YONNE

Etablissement support :

**CENTRE HOSPITALIER
1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN - BP 808
89108 SENS CEDEX**

Objet de la consultation :

**MARCHE DE PRESTATION DE SERVICES
LOT 2 - RESPONSABILITE CIVILE HOSPITALIERE**

Le présent document comporte 13 pages, numérotées de 1 à 13.

SOMMAIRE

1-	PRESENTATION GENERALE.....	3
1.1-	PRESENTATION	3
2-	DEFINITION DES GARANTIES	4
2.1-	DEFINITIONS.....	4
1.2.1.	<i>Activité.....</i>	4
1.2.2.	<i>Souscripteur.....</i>	4
1.2.3.	<i>Assurés.....</i>	4
1.2.4.	<i>Tiers</i>	4
1.2.5.	<i>Définition de l'article L.251-2 du Code des assurances.....</i>	5
2.2-	ÉTENDUE DES GARANTIES.....	5
2.2.1.	<i>Objet de l'assurance responsabilité civile.....</i>	5
2.2.2.	<i>Sinistres sériels.....</i>	6
2.2.3.	<i>Dommages matériels.....</i>	6
2.2.4.	<i>Aménagement et exploitation d'une hélistation.....</i>	6
2.2.5.	<i>Dommages aux biens des agents et personnels en service</i>	6
2.2.6.	<i>Dommages immatériels.....</i>	6
2.2.7.	<i>Responsabilité civile du Maître d'ouvrage.....</i>	7
2.2.8.	<i>Dommages aux biens des malades et des résidents.....</i>	7
2.2.9.	<i>Responsabilité civile vis-à-vis des malades et des résidents effectuant de menus travaux</i> <i>7</i>	
2.2.10.	<i>Dommages subis par les bâtiments et le matériel de l'établissement et des autres</i> <i>malades 7</i>	
2.2.11.	<i>Responsabilité civile des personnes mineures et incapables majeurs placées sous</i> <i>l'autorité de l'établissement.....</i>	7
2.2.12.	<i>Responsabilité civile des personnes âgées pensionnaires des maisons de retraite, longs</i> <i>séjours et EHPAD.....</i>	7
2.2.13.	<i>Biens confiés.....</i>	8
2.2.14.	<i>Responsabilité du fait des produits livrés et services vendus.....</i>	8
2.2.15.	<i>Responsabilité civile des fauteuils et brancards roulants électriques.....</i>	8
2.2.16.	<i>Responsabilité du fait d'atteinte à l'environnement.....</i>	8
2.2.17.	<i>Responsabilité civile des familles d'accueil</i>	8
2.2.18.	<i>Responsabilité des enfants mineurs.....</i>	8
2.2.19.	<i>Responsabilité des élèves paramédicaux.....</i>	8
2.2.20.	<i>Protection fonctionnelle des agents.....</i>	8
2.2.21.	<i>Montant par année d'assurance.....</i>	9
2.2.22.	<i>Individuelle accidents.....</i>	9
2.2.23.	<i>Exclusions</i>	9
2.3-	CONDITIONS DE GARANTIE DANS LE TEMPS	9
3-	SERVICES ET GESTION POUR L'EXECUTION DU MARCHÉ	10
4-	MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES.....	11
4.1-	RESPONSABILITE MEDICALE ET HOSPITALIERE POUR LE CH SENS.....	11
	ET DE JOIGNY.....	11
4.2-	INDIVIDUELLE ACCIDENT.....	12
5-	ASSIETTE DE COTISATION	13
6-	DOCUMENTS ANNEXES.....	13

1- PRESENTATION GENERALE

PREAMBULE

La présente consultation porte sur des prestations de services d'assurance nécessaires aux **2 membres** du GHT NORD YONNE suivants :

- 01_ CENTRE HOSPITALIER DE SENS
- 02_ CENTRE HOSPITALIER DE JOIGNY

L'établissement support du GHT NORD YONNE est le CENTRE HOSPITALIER DE SENS.

Chaque établissement signe ses contrats et les exécute en liaison directe avec le titulaire retenu par le pouvoir adjudicateur

1.1- PRESENTATION

ETABLISSEMENTS MCO	LITS	PLACES	EPRD
CH DE SENS	738	77	164.323.445 €
CH DE JOIGNY	115	291	48.125.316 €

Pour plus de détails par établissements : cf. documents annexes.

2- DEFINITION DES GARANTIES

2.1- Définitions

1.2.1. Activité

L'ensemble des activités de service public de santé mis en œuvre pour la réalisation de ses prestations, y compris les activités accessoires et prestations de services exercées à titre subsidiaire notamment dans le cadre des dispositions de l'article L 6145-7 du Code de la santé publique.

Seront également garanties les conséquences pécuniaires pouvant résulter de l'engagement de l'assuré, en tant qu'organisateur ou participant à des manifestations diverses, ainsi que l'organisation de voyages au bénéfice exclusif des patients et des résidents.

Dans les mêmes conditions, sera garantie la responsabilité civile du fait des immeubles dont l'établissement est occupant en qualité de locataire, propriétaire, affectataire, ou mis à disposition.

1.2.2. Souscripteur

Chaque établissement membre du groupement d'achat du GHT NORD YONNE coordonné par le Centre Hospitalier de SENS, Etablissement support.

1.2.3. Assurés

Le souscripteur et plus généralement l'ensemble des personnes physiques ou morales intervenant à l'occasion des activités de service public hospitalier.

Seront notamment garantis, les représentants légaux, les administrateurs, les membres de direction et le personnel en général dès lors qu'il existe un lien de préposition à quelque titre que ce soit ou une activité susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Dans les mêmes conditions, la garantie est accordée au personnel salarié de l'assuré agissant dans les limites de la mission qu'il lui a été impartie, même si celui-ci dispose d'une indépendance dans l'exercice de l'art médical.

La garantie est étendue aux stagiaires rémunérés ou non, aux bénévoles ainsi qu'aux mineurs et majeurs sous la garde de l'établissement, aux familles d'accueil.

1.2.4. Tiers

Toute autre personne que l'assuré, porteuse d'une réclamation amiable ou judiciaire susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Seront considérés comme tiers, les préposés de l'assuré pour les dommages exclus par les régimes sociaux dont ils dépendent, au titre des accidents du travail.

1.2.5. Définition de l'article L.251-2 du Code des assurances

➤ Sinistre :

- Conformément aux dispositions de l'article L.251-2 relatif à l'assurance de responsabilité civile médicale obligatoire, pour tous les risques mentionnés à l'article L.1142-2 du code de la Santé Publique, tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable ou d'un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, imputable aux activités de l'assuré garanties par le contrat, et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations,
- Dans les autres cas, conformément aux dispositions de l'article L.124-1, tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique initiale est assimilé à un fait dommageable unique.

➤ Réclamations :

Toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par une victime d'un dommage ou ses ayants droit, et adressée à l'assuré.

➤ Garantie par année d'assurance :

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus au cours de la période comprise entre deux échéances annuelles.

2.2- Étendue des garanties

2.2.1. Objet de l'assurance responsabilité civile

Conformément aux dispositions des articles L.1142-2 du Code de la Santé Publique et L.251-1 du Code des Assurances, les garanties sont accordées contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou administrative que peut encourir l'établissement en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteinte à la personne survenant dans le cadre d'une activité de prévention, de diagnostics ou de soins ou d'une activité annexe rendue nécessaire par l'activité principale.

Les garanties sont étendues :

- Aux conséquences de la responsabilité encourue par l'assuré en cas de dommages corporels subis par ses préposés et salariés dans les cas prévus aux articles L.452-1 (faute inexcusable) et L.452-5 (faute intentionnelle) du Code de la Sécurité Sociale.
De la même façon, sera garantie l'indemnisation complémentaire des préjudices corporels, à laquelle un agent, victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, est en droit de prétendre en application de la jurisprudence administrative (CE, Ass. Plén. 4 juillet 2003, Moya-Calville).
- Aux activités des préposés de l'établissement pour des missions effectuées dans le cadre des conventions liant l'établissement à différentes structures, tant hospitalières, médico-sociales, transfusionnelles, aussi bien publiques que privées, auprès desquelles les préposés sont délégués.
- Aux conséquences de la responsabilité civile des praticiens libéraux participant à la régulation téléphonique des activités de permanence des soins et d'aide médicale urgente (article L. 6314-2 du Code de la Santé Publique, modifiée par la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009)
- Du fait des immeubles de l'assuré, bâtiments et installations et tous immeubles par destination, quelle que soit leur affectation, pour autant qu'elle participe à l'activité de l'assuré ou figure au

budget de l'établissement, en dépense ou en recette. Dans ce dernier cas, il pourra s'agir des biens immobiliers dont l'établissement est propriétaire et donnés en location dans le cadre d'un bail ou d'une convention d'occupation.

- A la responsabilité personnelle de certains malades ou de personnes participant à une activité thérapeutique particulière et notamment :
 - Les placements familiaux thérapeutiques
 - Les personnes sous tutelle juridique de l'établissement ou de ses représentants.
- Aux bénévoles agissant dans le cadre des activités des Associations d'aide et de réconfort aux malades et résidents.

2.2.2. Sinistres sériels

La garantie s'étend aux conséquences corporelles de la responsabilité pouvant incomber à l'assuré, en raison de dommages sériels ayant pour origine un même fait générateur (accidents de radiothérapie, infections nosocomiales, incendie, effondrements, rupture de fluides ou d'énergie dans un service de soins intensifs...).

Elle s'appliquera en complément de la garantie principale de 12.500.000 € par sinistre et 32.500.000 par an.

2.2.3. Dommages matériels

Sont garantis tous préjudices consécutifs à la détérioration ou à la destruction matérielle d'un bien pouvant être subis par une personne physique ou morale.

La garantie sera étendue aux dommages matériels subis par l'assuré du fait des agissements des malades et d'une manière générale de toute personne dont il a la garde ainsi qu'aux biens appartenant aux malades.

Seront également couverts les dommages aux véhicules en stationnement sur les parkings dans le périmètre de l'établissement.

2.2.4. Aménagement et exploitation d'une hélistation

Sont garantis tous préjudices consécutifs à la détérioration ou à la destruction d'un bien pouvant être subis par une personne physique ou morale du fait de l'aménagement et de l'exploitation d'une hélistation.

2.2.5. Dommages aux biens des agents et personnels en service

Sont garantis tous préjudices matériels subis par un agent ou un préposé de l'assuré en général, à l'occasion d'un acte de service.

2.2.6. Dommages immatériels

Sont garantis tous préjudices pécuniaires pouvant résulter de la privation de jouissance d'un droit ou d'un service, pouvant être subie par une personne physique ou morale.

Les dommages immatériels peuvent être :

- ☐ Soit consécutifs à des dommages corporels ou matériels couverts par le contrat.
- ☐ Soit **non consécutifs** à des dommages corporels ou matériels.

2.2.7. Responsabilité civile du Maître d'ouvrage

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires des dommages causés aux tiers lorsque l'établissement agit en qualité de maître d'ouvrage. La garantie sera au moins égale à 2 500 000 €.

2.2.8. Dommmages aux biens des malades et des résidents

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré dans l'exercice de son activité professionnelle :

- ❑ En tant que dépositaire ou gardien, de fait ou de droit, en raison des vols ou disparitions et des dommages matériels, ainsi que des dommages immatériels qui leur sont consécutifs, causés aux biens des personnes hospitalisées, des consultants et des résidents.
- ❑ En raison des vols ou disparitions subis par les biens des visiteurs et survenus dans les locaux de l'établissement.

2.2.9. Responsabilité civile vis-à-vis des malades et des résidents effectuant de menus travaux

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut incomber à l'établissement en raison des dommages subis par les malades et les résidents effectuant de menus travaux à titre bénévole pour le compte de l'établissement.

2.2.10. Dommmages subis par les bâtiments et le matériel de l'établissement et des autres malades

La garantie s'étend à la réparation des dommages subis par les bâtiments et le matériel de l'établissement assuré et des autres malades du fait des agissements des malades hospitalisés et des consultants externes, à l'exclusion de ceux provoqués par un incendie, une explosion, un dégât des eaux, ou résultant d'un bris de glaces garanti par le contrat « Dommages aux Biens ».

L'assureur conserve son recours contre l'assureur du tiers responsable.

2.2.11. Responsabilité civile des personnes mineures et incapables majeurs placées sous l'autorité de l'établissement

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile personnelle des patients mineurs et/ou des patients incapables majeurs sous la garde, la responsabilité ou la tutelle de l'assuré.

Il est précisé que cette garantie est acquise pour les pensionnaires incapables majeurs accueillis dans l'établissement (site central ou sites annexes) hospitalisés dans tous les services d'hospitalisation de l'établissement.

2.2.12. Responsabilité civile des personnes âgées pensionnaires des maisons de retraite, longs séjours et EHPAD

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile personnelle des pensionnaires résidents des installations de l'assuré

2.2.13. Biens confiés

Tous biens meubles, matériel biomédical et biomatériaux (notamment les prothèses) mis à disposition et dont l'assuré a la garde et l'usage à l'occasion de ses activités. Cette garantie est étendue aux équipements et dispositifs vendus à l'établissement avec clause de réserve de propriété.

2.2.14. Responsabilité du fait des produits livrés et services vendus

Sont garanties toutes réclamations du fait d'un dommage causé par des produits fabriqués ou non par l'établissement et délivrés pour une utilisation en dehors de l'établissement.

A ce titre, seront notamment couvertes, les prestations de services et de valorisation dès lors qu'elles sont comptabilisées en recettes dans le budget de l'établissement.

2.2.15. Responsabilité civile des fauteuils et brancards roulants électriques

Les garanties sont accordées du fait de l'usage des fauteuils roulants et brancards électriques dans l'enceinte de l'Etablissement.

2.2.16. Responsabilité du fait d'atteinte à l'environnement

Toutes réclamations corporelles, matérielles et immatérielles encourues par l'assuré du fait d'une atteinte accidentelle à l'environnement, provoquée à l'occasion de l'exploitation des activités de l'assuré.

2.2.17. Responsabilité civile des familles d'accueil

Toutes réclamations formulées à l'encontre d'une famille d'accueil ou de ses préposés dans le cadre de l'accueil d'un patient mineur ou majeur dans les conditions du décret n°2004-116 du 21 octobre 2004.

2.2.18. Responsabilité des enfants mineurs

Sont garanties toutes réclamations formulées par des tiers du fait d'un acte dommageable d'un enfant mineur sous la responsabilité de l'établissement ou une famille d'accueil.

2.2.19. Responsabilité des élèves paramédicaux

Est garantie la responsabilité civile personnelle de l'ensemble des étudiants paramédicaux régulièrement inscrits en institut de formation.

Les garanties sont accordées par référence et en application des dispositions de la circulaire n°2000/371 du 5 juillet 2000 et de l'arrêté du 30 mars 1992 relatifs à la responsabilité civile des étudiants des écoles paramédicales de l'établissement assuré pour les dommages matériels ou corporels occasionnés au cours de leur scolarité et notamment à l'occasion de stage à l'extérieur de l'établissement.

2.2.20. Protection fonctionnelle des agents

L'assureur couvre les effets de la Loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 11 modifié par l'article 50 de la Loi n° 96.1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, l'obligation de l'établissement de garantir les frais de défense pénale et recours de tout agent mis en cause dans le cadre de sa mission au sein de l'établissement.

Défense Pénale : L'assureur s'engage à payer les frais de défense du directeur de l'établissement et les personnes ayant reçu une délégation de pouvoir dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les pendant leur service, lorsqu'ils sont personnellement poursuivis devant une juridiction répressive.

Recours : L'assureur s'engage à réclamer la réparation incombant à un tiers responsable des dommages matériels et immatériels qui en sont la conséquence, subis par l'assuré, et qui ont trait à l'un des risques compris dans les garanties de base ou expressément couverts au titre de l'une des extensions facultatives de garantie.

2.2.21. Montant par année d'assurance

Le montant des capitaux, pour l'ensemble des garanties, s'appliquera par sinistre et par an.

2.2.22. Individuelle accidents

Seront garantis à concurrence des montants prévus au paragraphe 3, les indemnités à la suite d'une invalidité permanente partielle, d'un décès ou de frais médicaux engagés par le bénéficiaire et pouvant rester à sa charge après intervention des organismes de sécurité sociale, les rentes d'éducation par suite d'un événement accidentelle.

2.2.23. Exclusions

Les exclusions contenues dans les offres figurent au nombre des critères de sélection.

Par conséquent, il appartient aux assureurs de respecter l'esprit et l'amplitude des définitions de garanties en limitant au minimum les exclusions concernant l'application des garanties. Elles devront impérativement être indiquées en réserves dans le cadre prévu à cet effet dans l'annexe de prix.

2.3- Conditions de garantie dans le temps

Mode de déclenchement :

1. Les modalités de fonctionnement de la garantie dans le temps s'exercent conformément aux dispositions de l'article L.251-2 du Code des Assurances en ce qui concerne les sinistres relevant des activités de prévention, de diagnostic ou de soins, de production, d'exploitation et de fourniture de produit de santé, telles que visées à l'article L.1142-2 du Code de la Santé Publique.
2. Les sinistres n'entrant pas dans le champ des activités définies au paragraphe précédent sont garantis en application des dispositions de l'article L.124-5 alinéa 4 du Code des Assurances.

3- SERVICES ET GESTION POUR L'EXECUTION DU MARCHE

Durant toute la période d'exécution du marché, l'assureur apportera au minimum les services ci-après définis dont la mise en œuvre et les moyens seront détaillés à l'appui d'un mémoire technique :

- 1) La mise à disposition d'un système informatique de gestion de type « extranet », permettant au minimum la déclaration et le suivi de la gestion personnalisée des sinistres corporels et matériel.
- 2) La mise à disposition d'une équipe spécialisée dédiée à la gestion des risques médicaux.
- 3) La mise à disposition d'une prestation de communication de crise.
- 4) Assistance et veille juridique.
- 5) Un engagement sur les délais de réponse apportés à l'établissement dans la gestion des sinistres.

4- MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

4.1- RESPONSABILITE MEDICALE ET HOSPITALIERE POUR LE CH SENS ET DE JOIGNY

NATURE DES GARANTIES	MONTANTS EN €	FRANCHISES
Dommages corporels, matériels et immatériels (Garantie de base)	20.000.000 € par sinistre / 30.000.000 € par an	NEANT (Franchise en cours)
Sinistres sériels ou exceptionnels (cf. définition au § 2.2)	30.000.000 € par sinistre et par an	
<i>SOUS LIMITATIONS PAR GARANTIE ET PAR AN</i>		
Dommages matériels et immatériels consécutifs (Y compris dommages du fait des patients et résident)	10.000.000 €	NEANT (Franchise en cours)
Dommages immatériels non consécutifs (Y compris erreur dans les déclarations d'état civil)	10.000.000 €	
Dommages aux biens des agents en activité	50.000 €	
Pollution accidentelle	1.500.000 €	
Dommages aux biens des patients et résidents	150.000 €	
Biens confiés (autres que biens des malades)	300.000 €	
Produits livrés de toutes natures	Garantie de Base	
Intoxications alimentaires	Garantie de Base	
Gérant de tutelle	Garantie de Base	
Protection fonctionnelle des agents	50.000 € minimum	
Responsabilité pensionnaires mineurs :	Garantie de base	
Responsabilité civile des personnes âgées	Garantie de base	
Responsabilité des élèves paramédicales :	Garantie de base	
Faute inexcusable	2.500.000 € minimum	
Responsabilité civile maître d'ouvrage	2.500.000 € minimum	
Frais de rappel des malades	1.000.000 €	

4.2- **INDIVIDUELLE ACCIDENT**

CH DE SENS	
Elèves des écoles et IFSI : 200	IP : 20 000 € DC : 2 000 € FM : 200% du plafond de la sécurité sociale
Personnel SAMU - SMUR : (2 équipes de 3 personnes / 24 heures)	IP : 200 000 € DC : 200 000 € FM : 200% du plafond de la sécurité sociale Rente d'éducation : 15.000 € / an

CH DE JOIGNY	
Personnel SAMU - SMUR : (1 équipes de 3 personnes / 24 heures)	IP : 200 000 € DC : 200 000 € FM : 200% du plafond de la sécurité sociale Rente d'éducation : 15.000 € / an
Elèves des écoles et IFSI : 305	IP : 20 000 € DC : 2 000 € FM : 200% du plafond de la sécurité sociale

5- ASSIETTE DE COTISATION

ETABLISSEMENT	EPRD	REMBOURSEMENT CRPA	ASSIETTE DE COTISATION
CH DE SENS	164.323.445 €	5.369.849 €	158.953.596 €
CH DE JOIGNY	48.125.316 €	597.881 €	47.527.435 €
TOTAL			

6- DOCUMENTS ANNEXES

Pour chaque établissement concerné :

- **Document** : Présentation du risque RCH
- **Document** : EPRD
- **Document** : Sinistralité
- Annexe de prix à joindre **obligatoirement** à l'acte d'engagement